

# Revue des deux mondes (1829)

Revue des deux mondes (1829). 1880/05-1880/06.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisationcommerciale@bnf.fr](mailto:reutilisationcommerciale@bnf.fr).

---

L'APÔTRE  
DE LA  
DESTRUCTION UNIVERSELLE

---

BAKOUNINE.

---

Lorsque Dante descend les cercles de l'enfer, arrivé au plus profond de la « cité sans espérance, » il s'y trouve face à face avec l'effroyable souverain des anges révoltés,

L'imperador del doloroso regno.

Ainsi, quand on pénètre jusqu'aux dernières couches du socialisme révolutionnaire, on y rencontre Bakounine. On ne peut aller au-delà, car il est l'apôtre de la destruction universelle, de l'anarchisme absolu ou, comme il a lui-même nommé sa doctrine, de « l'amorphisme. » C'est lui qui, empruntant le nom et l'organisation de l'Internationale, a répandu le socialisme anarchique dans tous les pays latins. Ce sont ses idées qui, comme nous le prouverons, ont dominé dans la commune de Paris. Ce sont elles qui forment maintenant le fond des programmes qu'adoptent les associations socialistes en Italie, en Suisse, en Belgique, en Espagne et même en France. Quelles sont ces idées, d'où viennent-elles, et qui est Bakounine? Il importe de le savoir; car c'est là l'ennemi que longtemps encore on aura à combattre.

I.

Proudhon est un dialecticien étincelant, mais il n'a eu d'idées nettes sur rien, et par suite il est plein de contradictions. D'une part,



il supprime la propriété et ne laisse aux individus que la possession; quelle possession, — viagère, trentenaire ou à chaque instant révocable, — il ne le dit pas; mais, en tout cas, le propriétaire collectif sera l'état, qui centralisera tous les instrumens de travail. D'autre part, poussant à bout l'hostilité des économistes contre l'intervention de l'état, il aboutit à préconiser « l'anarchie, » c'est-à-dire la suppression de l'état. Il exalte l'individualisme et la liberté. L'ordre résultera, prétend-il, de l'initiative des individus débarrassés des entraves de toutes sortes qui aujourd'hui les accablent et les ruinent. Bakounine reproduit ces idées, seulement il les habille à la russe. Il réclame la propriété collective du sol et des instrumens de travail, mais il la confère à la commune, comme cela existe pour les terres dans les villages de la grande Russie. Il veut « l'anarchie, » mais avec une sorte d'enthousiasme mystique très étranger à Proudhon. Il rêve la destruction totale de toutes les institutions existantes et une société « amorphe, » c'est-à-dire sans forme aucune. ce qui signifie en réalité le retour à l'état sauvage. Pour y parvenir, il lui faut une révolution sans pitié, qui, par le fer et le feu, extirpera jusqu'aux dernières traces de l'ancien ordre social. Le but final est donc le « socialisme, » ou mieux encore « l'amorphisme, » et le moyen d'y parvenir la « pan-destruction. »

Ces imaginations, qu'on dirait d'un fou furieux, ne sont cependant pas sans précédens dans l'histoire de la pensée humaine. A certaines époques troublées, les âmes avides d'idéal gémissent et souffrent des maux et des iniquités qui affligent l'espèce humaine. Elles entrevoient un ordre meilleur où régnerait la justice, mais elles croient qu'il est impossible d'y arriver par des réformes lentes et successives. Alors elles aspirent à la destruction de l'ordre ancien, afin que de ses ruines sorte la palingénésie. Telle était l'idée du christianisme primitif. Pour que vînt « le royaume de Dieu, » ce monde pervers devait périr, non il est vrai par une révolution politique ou sociale, mais par un bouleversement cosmique. Tout devait être consumé, non par la torche des incendiaires, comme le veulent les anarchistes aujourd'hui, mais par le feu du ciel.

Dies iræ, dies illa  
Solvat sæclum in favilla (1).

(1) L'idée palingénésiqne est née du problème du mal. Le juste souffre, le méchant triomphe, la terre est rebelle. D'où cela vient-il, si Dieu est bon et équitable? La question est traitée à fond dans l'admirable poème de Job, comme l'a si bien montré M. Renan. L'éternel débat entre l'optimisme et le pessimisme est repris par Voltaire et Rousseau à propos du fameux poème sur le tremblement de terre de Lis-

Les premiers chrétiens attendirent longtemps la « pan-destruction » et la venue du royaume. Mais l'événement n'arrivant pas, ceux qui s'obstinèrent dans ces espérances, les millénaires, furent déclarés hérétiques. Les pères du désert et les ascètes fuyaient aussi un monde définitivement voué au mal. Enfin la même pensée inspire Rousseau dans ses fameux Discours sur les lettres et sur l'origine de l'inégalité. Jean-Jacques est frappé des maux et des iniquités de l'ordre social. Les institutions civiles consacrent l'inégalité et la propriété, d'où sortent le servage et la misère du plus grand nombre. Les lettres, les sciences et les arts, dont nous sommes si fiers, ne sont que des agens de démoralisation. La civilisation est la source de tous les maux. Quel remède ? Rousseau n'en voit qu'un et il le croit impossible : le retour à la vie primitive. Il fallait donc, comme le disait Voltaire, rentrer dans les forêts pour y marcher à quatre pattes.

La même suite de déductions s'est produite de nos jours chez les révolutionnaires. Autrefois ils réclamaient, comme panacée contre le désordre social, le suffrage universel et la république. Ils existent en Amérique en même temps que l'autonomie communale et que

bonne. La croyance que ce monde foncièrement mauvais doit périr dans les flammes pour faire place à de « nouveaux dieux et à une nouvelle terre » se trouve dans toutes les religions antiques. Dans le mazdéisme, les cycles successifs du développement de l'humanité sur cette terre aboutissent à un embrasement général suivi d'un renouvellement universel. Dans la *Völuspá* de l'Edda, la palingénésie est conçue presque exactement comme dans nos Évangiles. « Le soleil commence à s'assombrir. Le continent s'affaisse dans l'Océan. Elles disparaissent du ciel les étoiles brillantes. La furie tourbillonne autour du feu destructeur du monde. La flamme gigantesque s'élève jusqu'au ciel même. Vala voit surgir de nouveau de l'Océan une terre couverte d'une admirable verdure. Les ases se retrouvent dans la plaine d'Idi; ils siègent en juges puissans sous l'arbre du monde. Les champs produisent sans être ensemencés. Tout mal disparaîtra. Baldur reviendra pour habiter avec Hødur dans les demeures sacrées des dieux. Les peuples fidèles jouiront d'une paix éternelle. Alors il viendra d'en haut présider aux jugemens des grandeurs, le souverain puissant qui gouverne l'univers. Il calmera les dissensions et donnera des lois inviolables à jamais. » Dans les admirables vers de la quatrième églogue de Virgile, on trouve l'écho des aspirations palingénésiques de toute l'antiquité et surtout des chants sibyllins.

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.  
Jam nova progenies cœlo dimittitur alto.  
. . . . . Ac toto surget gens aurea mundo  
. . . . . Omnis feret omnia tellus.

Dans Virgile, c'est le renouvellement de la nature; dans l'Edda et dans l'Évangile, plutôt le renouvellement social et le triomphe de la justice. Fourier a aussi sa palingénésie avec ses anti-lions, ses anti-balcines et son océan de limonade; mais on peut préférer la *Völuspá* et l'Écriture.

toutes les libertés, et néanmoins le progrès de la civilisation y crée la même situation que dans l'Europe monarchique. Les systèmes utopiques d'Owen, de Fourier, de Cabet et de Louis Blanc ont été essayés et ils ont échoué. La difficulté des réformes économiques est démontrée par la science et par les faits. Faut-il attendre que le développement graduel de l'instruction et de l'égalité amène une situation meilleure? Mais alors il faudrait donc subir peut-être encore pendant des siècles l'enfer actuel. Non, c'en est trop. Maudite soit la société! A bas ses institutions et ses lois! Renversons tout ce qui existe et, comme le voulait Rousseau, revenons plutôt à la vie sauvage.

Cette genèse de l'idée révolutionnaire extrême de notre Occident prend chez Bakounine une teinte particulière d'exaltation et de mysticisme qui vient, je crois, du caractère russe. Soit effet de la race, soit influence du milieu social, nous voyons se produire en Russie des phénomènes sociaux qui paraissent impossibles chez les autres peuples. Ainsi on sait qu'il y existe une secte assez nombreuse qui, malgré des pénalités sévères, pratique systématiquement la mutilation que s'était infligée Origène. J'ai visité à Saint-Petersbourg, près de la halle aux grains, une rue habitée presque exclusivement par de petits banquiers appartenant à cette secte bizarre. La persistance, l'abnégation et l'audace des conspirateurs nihilistes, auprès desquels les complots du carbonarisme ne sont que jeux d'enfant, sont un fait si étranger à nos mœurs que nous pouvons à peine le comprendre. Et cependant ces sentiments, qui semblent contre nature, Bakounine est parvenu à les inspirer à tous ses séides dans les pays occidentaux comme dans sa patrie. N'est-il pas étrange que ce Moscovite, dont l'intelligence et l'instruction étaient loin d'être remarquables, ait pu devenir l'initiateur d'un mouvement d'idées qui joue un rôle si important dans la marche des événements contemporains? Non-seulement il est le père du nihilisme en Russie, mais il a été l'apôtre du socialisme international anarchique dans tout le midi de l'Europe, et c'est le fond de ses doctrines qu'on retrouve dans celles de la révolution du 18 mars.

Michel Bakounine était né en 1814, dans le gouvernement de Tver, près de Moscou. Sa famille appartient à l'aristocratie russe. Un de ses oncles avait été ambassadeur sous Catherine II. Il était cousin par alliance de ce général Mouravief, que les Polonais ont appelé le bourreau de la Pologne. Il fit ses études à l'école d'artillerie de Saint-Petersbourg et entra au service comme officier. Séjournant dans les provinces polonaises avec sa batterie, la vue du régime de compression à outrance auquel elles étaient soumi-



ses fit pénétrer dans son cœur la haine du despotisme. Il donna sa démission et vint se fixer à Moscou, où il étudia la philosophie avec Belinsky. Vers 1846, il se rendit en Allemagne. Les idées hégéliennes le séduisirent; il se jeta dans l'extrême gauche de l'école où fermentait alors un puissant levain révolutionnaire. En 1847, il vint à Paris, où il rencontra George Sand et Proudhon. Mais il fut expulsé, probablement à cause de la violence de ses discours. Revenu en Allemagne, il prit une part active aux insurrections qui éclatèrent alors de divers côtés, et, au printemps de 1849, il fut un des chefs de celle de Dresde, qui occupa la ville pendant trois jours. Il fut fait prisonnier et condamné à mort. Cette peine étant commuée en celle de la détention perpétuelle, il la subit d'abord dans une forteresse autrichienne. Réclamé par la Russie, il fut enfermé dans le fort de Petropaulowsk à Saint-Petersbourg. Il y resta huit ans. La prison produisit sur lui le même effet que sur Blanqui. Elle transforma chez lui l'idée révolutionnaire en fanatisme et en une sorte de religion. Il se comparait volontiers à Prométhée, le Titan bienfaiteur des hommes, enchaîné sur un rocher du Caucase par les ordres du tsar de l'Olympe. Il songea même, dit-on, à faire un drame sur ce sujet, et il chantait parfois, plus tard, la plainte des Océanides venant apporter leurs consolations à la victime de la vengeance de Jupiter. Naturellement Bakounine était le Prométhée moderne qui apportait aux hommes la lumière et la vérité.

Alexandre II commença la détention perpétuelle en un exil en Sibérie, où Bakounine arriva en 1857. Il y trouva comme gouverneur Mouravief-Anouerski, cousin de l'autre Mouravief et qui, par suite, était aussi son parent. Il jouit ainsi, paraît-il, de faveurs exceptionnelles et d'une liberté complète. Le grand journaliste de Moscou, Katkof, ancien ami de Bakounine, a prétendu avoir des lettres de lui, prouvant qu'il recevait de l'argent des marchands pour qu'il les recommandât au gouverneur. Il obtint l'autorisation de visiter toute la Sibérie pour en faire connaître les ressources. Arrivé au port de Nikolaïefsk, il parvint à s'embarquer, et, par le Japon et l'Amérique, arriva en Angleterre en 1861. Il écrivit dans le fameux journal, le *Kolokol*, que rédigeaient Herzen et Ogaref. Lors de l'insurrection de la Pologne en 1863, il voulut se rendre en Lithuanie pour y soulever les paysans, mais il ne put aller plus loin que Malmoe en Suède. Bientôt après, vers 1865, nous le voyons en Italie fomenter et organiser le socialisme. Il mit alors pendant quelque temps son activité au service de l'Internationale, mais il n'admettait pas, comme elle, qu'il fallût attendre un avenir meilleur de la réforme des institutions existantes. Ce qu'il rêvait, c'était leur destruction.

Au congrès de la *Ligue de la Paix et de la Liberté*, réuni à Rome en 1869, sous la présidence de Victor Hugo, il fit avec quelques-uns de ses amis une tentative pour faire voter des résolutions communistes. Il n'obtint que 30 voix contre 80. Indigné de l'imbécillité et de la lâcheté des démocrates bourgeois, il fonda une société nouvelle qui devait être l'organe de ses idées, l'*Alliance de la démocratie socialiste*.

Un extrait de son programme suffira pour en faire apprécier les tendances. « L'*Alliance* se déclare athée. Elle veut l'abolition définitive et entière des classes et l'égalisation politique, économique et sociale des deux sexes. Elle veut que la terre, les instrumens de travail comme tout autre capital, devenant la propriété de la société collective tout entière, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles. Elle reconnaît que tous les états politiques et autoritaires actuellement existant devront disparaître dans l'union universelle des libres associations. »

Comment réaliser ce changement radical? Évidemment par la force et ployée sans trêve et sans merci. Les bakounistes ne le savaient point. L'un d'eux, Jaclard, s'écria dans ce congrès destiné à fonder la paix universelle : « Vous voulez conserver les institutions actuelles pour les améliorer? Vaine tentative. Elles ne peuvent être que des instrumens de tyrannie et de spoliation. Nous, nous sommes logiques : nous voulons tout détruire. Nous nous séparons de vous, et nous vous le disons : Vous aurez la guerre, et elle sera terrible. Elle se dressera contre tout ce qui existe. Oui, il faut en finir avec la bourgeoisie et ses institutions. Ce n'est que sur leurs ruines fumantes que s'assoira la république définitive. C'est sur les ruines couvertes, je ne dirai pas de leur sang, — il y a longtemps qu'ils n'en ont plus dans leurs veines, — mais de leurs débris accumulés, que nous planterons le drapeau de la révolution sociale. » L'*Alliance* déclara adhérer à l'Internationale, mais le conseil général refusa de l'admettre, disant que l'*Alliance*, qui se proclamait aussi internationale, ne pouvait comme telle entrer dans ses cadres. L'*Alliance* prononça alors sa dissolution et ses sections furent admises isolément dans la grande association. Fixé à Genève, Bakounine y fonda le journal *l'Égalité*. Par ses articles dans le *Progrès* du Locle, il poussa les socialistes du Jura à se séparer des radicaux de la Suisse romande. Il y créa ainsi le groupe des « autonomistes, » adversaires des « autoritaires » marxistes. Ses idées, apportées en Espagne par les internationaux, s'y répandirent avec une rapidité extraordinaire. Les « anarchistes » gagnèrent aussi du terrain parmi les socialistes français. Le 28 septembre 1870, il organisa



une insurrection à Lyon, qui échoua par une accumulation d'inepties. Il avait préparé le décret qui prononçait l'abolition de l'état. Mais, comme le dit son adversaire Marx, deux compagnies de gardes nationaux bourgeois suffirent pour le remettre vivement sur la route de Genève. Dans une brochure intitulée *Lettres à un Français* (septembre 1870), il expose le programme d'action qu'il aurait voulu voir adopter par les révolutionnaires en France et que la révolution du 18 mars devait en effet suivre à la lettre. Voici les points principaux de ce programme : « La capitale insurgée se constitue en commune. La fédération des barricades se maintient en permanence. Le conseil communal est formé de délégués, un par barricade ou par quartier ; députés responsables et toujours révocables. Le conseil choisit dans son sein des comités exécutifs séparés pour chaque branche de « l'administration révolutionnaire de la commune. » — La capitale déclare que, tout gouvernement central étant aboli, elle renonce à gouverner les provinces. Elle invitera les autres communes urbaines et rurales à se réorganiser révolutionnairement et à envoyer dans un endroit désigné des délégués avec mandat impératif et révocable, pour constituer la fédération des communes autonomes et organiser la force révolutionnaire nécessaire pour triompher de la réaction. Cette organisation n'est pas limitée au pays insurgé. D'autres provinces ou d'autres pays peuvent en faire partie. Les communes qui se prononceront pour la réaction en seront exclues. »

Sauf ce dernier point, négation du principe des nationalités, ce facteur des unités ethnographiques, qui, loin d'être arrivé au terme de ses conséquences, est en pleine activité aujourd'hui, le régime proposé ici par Bakounine n'est autre que celui qui est en vigueur en Suisse et aux États-Unis. Par un singulier retour, les révolutionnaires actuels veulent pousser jusqu'au morcellement de la patrie, le fédéralisme, ce crime contre « la France une et indivisible » qui a fait envoyer les girondins à l'échafaud.

En 1872, comme nous l'avons vu, Marx fit expulser Bakounine de l'Internationale. L'année d'après, quand la *Fédération du Jura* eut constitué une nouvelle association universelle, il se retira de la vie militante et vécut près de Locarno, dans une villa que ses ennemis disaient bien luxueuse pour un si farouche adversaire de l'inégalité. Sa santé était fortement ébranlée. Venu à Berne pour se faire soigner par son ami le docteur Vogt, il y mourut le 2 juillet 1876. Ses écrits sont peu nombreux et peu importants. Les deux principaux sont intitulés : *l'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale* et la *Théologie politique de Mazzini et l'Internationale*. Comme tous les apôtres, c'est par la propagande orale, par

les disciples enthousiastes qu'il a formés et par les institutions qu'il a créées que son influence s'est fait sentir. Voyons quelles sont ces institutions et quelles doctrines elles devaient répandre.

L'*Alliance de la démocratie socialiste* que Bakounine a fondée en 1869, était une société à moitié publique, comme l'Internationale, et à moitié secrète comme le carbonarisme. Elle se composait de trois sections. La première est formée des « frères internationaux, » au nombre de cent. Ils sont les chefs du mouvement, ils se connaissent entre eux, mais ne se font pas connaître aux profanes. « Ils n'ont d'autre patrie que la révolution universelle et d'autres ennemis que la réaction. » Ils doivent accepter le programme dans toutes ses conséquences théoriques et pratiques, joindre à l'intelligence et à la discrétion la plus absolue la passion révolutionnaire, et « avoir le diable au corps. » La seconde section est formée des « frères nationaux, » désignés par les « frères internationaux » pour préparer la révolution dans chaque pays d'une façon indépendante. Ils ne doivent pas soupçonner l'existence d'une organisation internationale. La troisième section comprend les simples adhérens qui s'enrôlent dans les associations socialistes locales, figurent dans les congrès et constituent la grande armée de l'insurrection.

L'*Alliance* part de l'idée que « les révolutions ne sont faites ni par les individus, ni par les sociétés secrètes. Elles se font comme d'elles-mêmes, produites par le mouvement des idées et des faits... Tout ce que peut une société secrète, c'est répandre dans les masses les idées qui les poussent à la révolution, et ensuite constituer un état-major révolutionnaire capable de diriger le soulèvement quand il éclatera. Pour l'organisation internationale de la révolution, cent hommes dévoués et intimement unis suffisent. » — Par une contradiction flagrante, Bakounine, qui prêchait l'anarchie et qui s'insurgeait contre Marx et son conseil général parce qu'ils s'attribuaient trop d'autorité, revient ici aux idées de Mazzini et crée une organisation centralisée, sur le modèle de celle des jésuites, ayant, comme celle-ci, la poignée aux mains d'un homme et la pointe partout. Les nominations et l'initiative partent d'en haut. L'Internationale poursuivait la hausse du salaire et la réforme sociale par la discussion, par la propagande, par la presse, en un mot, par la publicité. Bakounine, au contraire, en revient aux vieux procédés de la conspiration. Ce système peut aboutir dans un gouvernement despotique auquel on espère substituer un autre régime politique meilleur ; mais dans des pays libres, comme la Suisse et la France, qui se gouvernent eux-mêmes et où il ne reste plus à accomplir que des réformes économiques, qui donc voulez-vous renverser ?

Les élus du suffrage universel? Au lieu de l'anarchisme, c'est donc la dictature que vous établiriez. Vous auriez découvert l'ordre social le plus parfait, par exemple l'amorphisme absolu et le collectivisme sans limites : comment l'établir et le faire fonctionner, si les masses qui doivent le pratiquer n'en ont même pas l'idée? Un dictateur, fût-il tout puissant, y perdrait sa peine.

Le programme de l'*Alliance* n'est autre que celui du nihilisme. Le voici : « L'association des frères internationaux veut la révolution universelle sociale, philosophique, économique et politique à la fois, afin que de l'ordre des choses actuel, fondé sur la propriété, sur l'exploitation, sur le principe de l'autorité, soit religieuse, soit métaphysique, bourgeoisement doctrinaire ou même jacobinement révolutionnaire, il ne reste pas pierre sur pierre dans toute l'Europe d'abord et ensuite dans le reste du monde. Au cri de : « Paix aux travailleurs! liberté à tous les opprimés! » et de : « Mort aux dominateurs, exploités et tuteurs de toute sorte! » nous voulons détruire tous les états et toutes les églises, avec toutes leurs institutions et leurs lois religieuses, politiques, juridiques, financières, policières, universitaires, économiques et sociales, afin que tous ces millions de pauvres êtres humains, trompés, asservis, tourmentés, exploités, — délivrés de tous leurs directeurs et bienfaiteurs officiels et officieux, associations ou individus, — respirent enfin avec une complète liberté. » Ceci est manifestement l'idée de Rousseau exprimée avec l'emphase de l'Oriental et la violence du Tatar. L'homme, le travailleur surtout, est écrasé par l'immense superstructure de l'édifice social qu'ont élevé les siècles. Comment le délivrer? Il n'y a qu'un moyen : il faut jeter tout bas et tout raser à niveau du sol. Il faut tout détruire « pour produire l'amorphisme parfait, » car si une seule forme ancienne était conservée, « elle deviendrait l'embryon d'où renâtraient toutes les anciennes iniquités sociales. »

Cependant, quelque parfait que soit « l'amorphisme, » et si loin que soit poussée la destruction, il restera encore des hommes vivants et travaillant les uns à côté des autres. Quel lien politique les unira? Comment seront réglées la propriété et la répartition des produits? Nous ne trouvons dans le programme de l'*Alliance* que des indications assez vagues à ce sujet. L'idéal de l'avenir est évidemment emprunté à ce qui existe en Russie. La terre sera la propriété collective de la commune, qui la répartira entre ses habitants. Les travailleurs de l'industrie s'associeront en « artel, » c'est-à-dire en sociétés coopératives. Mais c'est déjà un crime que de chercher à prévoir. « Tous les raisonnemens sur l'avenir sont criminels, parce qu'ils empêchent la destruction pure et entravent la marche de la révolution. »



Dans ses *Paroles adressées aux étudiants*, Bakounine, comme Rousseau, s'élève contre la science et l'instruction, et vante « la sainte et salutaire ignorance. » Le peuple russe, dit-il, se trouve actuellement dans les mêmes conditions qu'au temps du tsar Alexis, père de Pierre le Grand, lorsque Stenka Razine, Cosaque, chef de brigands, se mit à la tête d'une formidable insurrection. La masse des jeunes hommes déclassés qui vivent déjà de la vie populaire, deviendront le Stenka Razine collectif, et par conséquent invincible, qui accomplira l'émancipation définitive. Mais il faut qu'ils quittent les écoles et les universités et qu'ils vivent avec le peuple, afin de favoriser sa délivrance spontanée. « Ne vous souciez pas de cette vaine science au nom de laquelle on veut vous lier les mains. » — « Le brigand est le vrai héros, le vengeur populaire, l'ennemi irréconciliable de l'état, le véritable révolutionnaire en action sans phrases et sans rhétorique puisé dans les livres. » On s'aperçoit que Bakounine a lu Schiller et qu'il se souvient de Karl Moor. Marx, qui se moque de la rhétorique ampoulée de son adversaire, fait remarquer qu'en fait de brigands, il n'y a plus en Russie, — en dehors de l'administration, — que de pauvres diables qui font le métier de voleurs de chevaux au profit de certaines entreprises commerciales, donnant du reste d'assez beaux dividendes. Toutefois il est certain que, quand le mécanisme social réduit les populations au désespoir, les brigands se multiplient et deviennent populaires, comme ils le sont depuis longtemps en Sicile et dans les Calabres. Mais, en Russie, c'est la classe moyenne, et non le peuple, qui se sent opprimé. Or la bourgeoisie fournit des révolutionnaires et non des brigands.

Dans une autre feuille volante imprimée à Genève en russe pour la Russie et intitulée *les Principes de la révolution*, Bakounine indique les moyens à employer pour tout abattre et fonder l'amorphisme. « N'admettant, dit-il, aucune autre activité que celle de la destruction, nous déclarons que les formes dans lesquelles doit s'exprimer cette activité peuvent être extrêmement variées : poison, poignard, nœud coulant. La révolution sanctifie tout sans distinction. » Ces moyens paraîtront aujourd'hui un peu surannés, mais il y a dix ans, le pétrole et la dynamite n'occupaient pas encore, dans l'arsenal révolutionnaire, la place que leur assure aujourd'hui leur efficacité désormais bien prouvée. Pour arriver à la « pan-destruction, » ce qu'il faut d'abord, c'est « une série d'attentats et d'entreprises audacieuses, insensées même, épouvantant les puissans et réveillant le peuple jusqu'à ce qu'il ait foi dans le triomphe de la révolution. » Ce programme infernal ne paraît-il pas un mauvais rêve ou une gageure, et cependant les divers

attentats qui ont lieu presque chaque jour en Russie, prouvent qu'il est exécuté à la lettre. On ne comprend pas que cette œuvre effroyable de la pan-destruction puisse inspirer à des personnes appartenant à la classe aisée ce fanatisme farouche qui les porte à sacrifier leur vie pour tuer ceux que la véhémence condamne à mort. En Occident, les régicides ne manquent pas, et ils agissent sous l'empire de cette même haine de l'ordre social, mais ils n'ont pas de complices, et l'idée du crime naît d'une sorte de fermentation malade dans des cerveaux mal équilibrés : les deux régicides de Berlin, les deux de Madrid, et celui de Naples présentent le même caractère. En Russie, les assassins sont des gens intelligens, instruits, dévoués, et ils obéissent à une vaste association, partout présente et qui cependant échappe aux recherches les plus persistantes de la police. Il faut qu'il y ait dans le caractère russe une puissance d'exaltation mystique qui a disparu ailleurs. Pour trouver un phénomène semblable, il faut remonter aux séides du *vicar de la Montagne* au XIII<sup>e</sup> siècle (1).

L'organisation de la secte n'est pas restée inconnue ; elle a été formulée par Bakounine, dans le *Catéchisme révolutionnaire*, écrit en chiffres, mais dont l'accusation a donné lecture dans la séance du procès Netchaïef, du 8 juillet 1871. En voici quelques extraits : « Le révolutionnaire est un homme voué. Il ne doit avoir ni intérêts personnels, ni affaires, ni sentimens, ni propriété. Il doit s'absorber tout entier dans un seul intérêt exclusif, dans une seule pensée et une seule passion : la révolution... Il n'a qu'un but, qu'une science : la destruction. Pour cela, et rien que pour cela, il étudie la mécanique, la physique, la chimie et parfois la médecine. Il observe dans le même dessein les hommes, les caractères, les positions et toutes les conditions de l'ordre social. Il méprise et hait la morale actuelle. Pour lui, tout est moral qui favorise le triomphe de la révolution, tout est immoral et criminel qui l'entrave... Entre lui et la société, il y a lutte à mort, incessante, irréconciliable. Il doit se préparer à mourir, à supporter la torture et à faire périr de ses propres mains tous ceux qui font obstacle à la révolution. Tant pis pour lui s'il a dans ce monde des liens de parenté, d'amitié ou d'amour ! Il n'est pas un vrai révolutionnaire si ces attachemens arrêtent son bras. Cependant il doit vivre au milieu de la société, feignant

(1) Dans l'excellente étude publiée par la *Revue* du 15 février 1880, M. Anatole Leroy-Beaulieu dépeint très clairement le caractère des nihilistes russes et les causes qui favorisent leurs progrès. Dans le nihilisme, tout se trouve confondu, depuis les aspirations de ceux qui réclament simplement le régime constitutionnel jusqu'à ceux qui rêvent la destruction universelle.

d'être ce qu'il n'est pas. Il doit pénétrer partout, dans la haute classe comme dans la moyenne, dans la boutique du marchand, dans l'église, dans les bureaux, dans l'armée, dans le monde littéraire, dans la police secrète et même dans le palais impérial. — Il faut dresser la liste de ceux qui sont condamnés à mort et les expédier d'après l'ordre de leur malversation relative. — Un nouveau membre ne peut être reçu dans l'association qu'à l'unanimité et après avoir fait ses preuves, non en paroles, mais en action. Chaque compagnon doit avoir sous la main plusieurs révolutionnaires du second ou du troisième degré non entièrement initiés. Il doit les considérer comme une partie du capital révolutionnaire mis à sa disposition et il doit les dépenser économiquement et de façon à en tirer tout le profit possible. — L'élément le plus précieux sont les femmes complètement initiées et qui acceptent notre programme tout entier. Sans leur concours nous ne pouvons rien faire. » — Les instructions de Bakounine sont encore exactement suivies en ce point. En effet, dans toutes les conspirations, on trouve des femmes riches et instruites, même des filles de fonctionnaires, de militaires et de nobles. Le secret est si bien gardé que, quand la police met la main sur des nihilistes, elle ne parvient pas à remonter du tronçon qu'elle saisit au corps même de l'association. Ils pénètrent partout; ils ne reculent devant aucun moyen pour exécuter la sentence du tribunal secret. Quand ils sont fusillés ou pendus, ils meurent sans repentir et en bravant les juges et les exécuteurs. Ils font peser sur la haute société russe une véritable terreur. La vie du souverain est sans cesse menacée. On ne sait vraiment ce qui effraie le plus, l'audace des sectaires ou l'impuissance de la répression.

Dans le procès de Netchaïef, nous voyons aussi comment l'association racole ses séides. Netchaïef était le lieutenant de Bakounine. Ogaref lui avait dédié dans le *Kolokol* d'Herzen une poésie intitulée *l'Étudiant*, qui a exercé une grande influence sur la jeunesse révolutionnaire russe. Chacun l'apprenait par cœur; c'est le modèle qu'elle s'efforce de réaliser. Dans ce petit poème, l'étudiant se voue à la science et à la rédemption du peuple. Il est traqué par la police du tsar et par la haine des boyards. Il adopte la vie pauvre et nomade du vagabond (*skitanie*), disant aux paysans du levant au couchant : « Rassemblez-vous, levez-vous courageusement! » Il est condamné aux travaux forcés en Sibérie, et il y meurt en répétant : « Le peuple doit conquérir la terre et la liberté. *Zemlia i volja*. » Ce mot d'ordre est devenu le titre du journal clandestin publié jusque dans ces derniers temps par les nihilistes. En septembre 1865, Netchaïef, que la poésie d'Ogaref entourait d'une auréole



d'apôtre et de martyr, arrive à Moscou. Il s'y met en relation avec les élèves de l'académie d'agriculture. Il y fait des recrues et forme un comité qu'il intitule : *Branche russe de l'association internationale des travailleurs*. Il leur donne connaissance de l'organisation de la société secrète. La pièce fut saisie et figura au procès. En voici un curieux extrait : « L'organisation est fondée sur la confiance envers l'individu. Aucun membre ne sait à quel degré il se trouve du centre. L'obéissance aux ordres du comité doit être absolue, sans objection et sans hésitation. » — Quatre des jeunes initiés reçurent l'ordre de recruter de nouveaux adhérens et de former chacun une petite section indépendante. Parmi ceux-ci se trouvait un étudiant de l'académie d'agronomie qui mettait dans l'exercice de la charité l'exaltation d'un saint. Il s'appelait Ivanof; il était très estimé et très influent parmi ses camarades. Il avait organisé des caisses de secours pour les étudiants pauvres, et il consacrait tout son temps libre à instruire les enfans des paysans; il se privait de tout pour donner aux autres, et ne prenait jamais d'alimens chauds. Il crut que la révolution sociale pouvait seule mettre un terme à la misère, la bienfaisance individuelle pouvant tout au plus venir en aide à quelques malheureux.

Netchaïef et Ivanof ne marchèrent pas longtemps d'accord. Netchaïef fit afficher des proclamations révolutionnaires dans les pensions alimentaires qu'Ivanof avait organisées pour les étudiants pauvres. Celles-ci furent fermées, et les délégués qui les administraient, exilés. Ivanof, au désespoir, annonça l'intention de quitter l'association. Alors de crainte qu'il ne trahit le secret, Netchaïef et deux autres initiés, Pryof et Nicolaïef, amis cependant d'Ivanof, l'attirèrent le soir dans un jardin écarté, sous prétexte d'y déterrer une imprimerie clandestine. Ils le tuèrent à coups de revolver et jetèrent le cadavre dans un étang. — Autre fait du même genre : le congrès de l'association internationale qui devait se réunir à La Haye en 1872, sous l'inspiration de Marx, voulait exclure Bakounine, et pour le convaincre d'avoir fondé une société secrète dont les statuts étaient contraires à ceux de l'Internationale, on avait chargé un exilé russe, Outine, de rédiger un rapport sur l'affaire Netchaïef. Outine, pour faire son travail, s'était fixé à Zurich. Un soir qu'il se promenait près du lac, il fut assailli par huit individus parlant slave qui, après l'avoir, croyaient-ils, assommé, allaient le jeter à l'eau, lorsqu'il fut sauvé par l'arrivée de quelques étudiants de l'Université. On peut donc affirmer, en invoquant non-seulement les statuts de la secte, mais ses actes, qu'elle ne recule pas devant l'assassinat même de ses initiés.

Lorsque Alexandre II décréta, en 1861, l'abolition du servage,

Bakounine avait espéré qu'il deviendrait le tsar des paysans, *Zemsky tsar*. C'est lui qui lui donna ce nom dans le *Kolokol*. Il devait rompre avec les traditions de Pierre le Grand, qui avait introduit dans la sainte Russie les odieuses institutions de l'Occident, et y substituer les lois égalitaires des Slaves. « Malheureusement, disait-il, Alexandre est Allemand, et comme tel il ne comprendra jamais la Russie des paysans, *Zemskouïou Rossion*. » Dans la brochure intitulée : *Romanof, Pougatchef ou Pestel* (1862) (1), il expose avec un enthousiasme sauvage le programme du pan-slavisme : « Oh ! la guerre aux Allemands, s'écrie-t-il, est une œuvre bonne et indispensable pour les Slaves. Il faut rendre la liberté à nos frères de la Pologne, de la Lithuanie et de l'Ukraine, et marcher ensemble à la délivrance des Slaves qui gémissent sous le joug des Teutons et des Turcs. Alliance avec l'Italie, la Hongrie, la Roumanie et la Grèce contre la Prusse, l'Autriche et la Turquie. Réalisation de ce rêve chéri de tous les Slaves ! constitution de la grande et libre fédération pan-slave. » A cette époque, Bakounine était encore imbu de l'idée « étroite » des nationalités. C'est plus tard qu'il s'est élevé à la conception plus haute de la suppression des états, remplacés désormais par l'amorphisme des communes autonomes et fédérées. Cependant la haine de l'Allemand était pour ainsi dire dans son sang. Elle ne s'est jamais éteinte, et elle s'est révélée surtout, âpre et implacable, dans sa lutte contre Marx. C'est Bakounine qui domina dans l'Internationale à partir de 1870 et quand, par ses divisions, elle perdit toute influence, c'est l'*Alliance* bakouniste qui organisa la propagande du socialisme révolutionnaire en Europe.

## II.

C'est dans les deux pays où les classes laborieuses étaient le plus fortement organisées pour la lutte, en Angleterre et en Allemagne, que l'Internationale a exercé le moins d'influence. Elle s'est fondée à Londres ; elle a compté dans son conseil général quelques-uns des chefs du mouvement ouvrier en Angleterre ; entre autres Odger, Applegarth, Lucraft et Hales ; beaucoup de *Trade-Unions* ont exprimé des sympathies pour l'association et plusieurs même y ont adhéré. Mais elles ne lui ont fourni que très peu d'argent

(1) « Qui s'i-rons-nous, demande Bakounine, Romanof, c'est-à-dire Alexandre II, Pougatchef, c'est-à-dire un chef militaire comme celui qui dirigea l'insurrection des Cosaques contre Catherine, ou Pestel, c'est-à-dire un conspirateur qui aura tué l'empereur ? » Pestel était l'un des chefs de la conspiration contre Nicolas I<sup>er</sup> en 1825. Il fut arrêté et pendu.

et ne lui ont pas emprunté l'esprit révolutionnaire. Ceci est parfaitement mis en lumière dans une lettre de l'un des sociétaires de l'Internationale, Eugène Dupont du 1<sup>er</sup> janvier 1870 : « L'initiative de la révolution, écrit-il, doit partir de la France, mais c'est en Angleterre qu'elle s'accomplira de la façon la plus radicale. Le paysan propriétaire y a disparu. La propriété est dans un petit nombre de mains. Toute l'industrie s'exerce par la centralisation de grands capitaux; c'est ici que le capitalisme a pris tout son développement et a préparé ainsi les causes de sa destruction; mais ce seront les étrangers qui devront donner le branle. Les Anglais ont toute la matière nécessaire à la révolution sociale; mais il leur manque l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire. » Dans un livre de Onslow York : *the Secret History of the International*, le contraste entre Français et Anglais est bien dépeint, tel qu'il se manifesta dans les premiers congrès de l'association : « Je veux, dit le Français, exposer les vrais principes et fonder une société où règne la justice. — Moi, dit l'Anglais, ce que je réclame, ce sont de meilleurs salaires et le bill réduisant la journée de travail à neuf heures. — Le Français murmure à part lui : « Cet Anglais est un stupide animal; pas d'idées générales, pas d'imagination, pas l'ombre d'une synthèse. *What a sorry beast this John Bull; no ideas, no imagination, not a bit of a synthese.* »

Dès 1867, l'Internationale comptait près de trente mille membres en Angleterre. Le congrès général des *Trade-Unions*, réuni à Birmingham, engagea toutes les associations anglaises à s'y affilier. Une de ses résolutions portait « que l'extension du principe du libre échange produit la concurrence universelle, dont la baisse de salaire des ouvriers est l'arme principale; que les sociétés de défense doivent pour aboutir s'entendre avec celles des autres pays et que les principes de l'Internationale conduiront à une paix durable entre les nations. »

Le principe de la collectivité du sol, adopté au congrès de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869), fut inscrit dans le programme du groupe extrême du parti de la réforme agraire (*Land reform*) : « Attendu que le monopole de la propriété foncière est la source de tout le mal, social, moral et politique dont souffre la société; qu'on ne peut y porter remède qu'en restituant le sol à son héritier légitime, le sol sera détenu par l'état, qui en cédera l'usage aux conditions à déterminer ultérieurement, les propriétaires actuels recevront en indemnité des rentes sur l'état. La suppression de l'armée permanente, les bénéfices de la banque nationale et l'impôt direct progressif, remplaçant toutes les autres taxes, fourniront les ressources nécessaires à cette réforme. » Même dans ces pro-



positions excessives, on retrouve l'esprit juridique des Anglais. Sur le continent, quand on propose de confisquer la propriété, il n'est guère question d'indemniser les propriétaires. Comment ! ces bandits volent le peuple depuis tant de siècles, et il faudrait encore les payer ! Ils peuvent s'estimer très heureux si on leur laisse leur peau. En Angleterre, le respect de la propriété survit, même au moment où on la supprime, et on accorde une équitable indemnité en consolidés.

Au congrès de Bâle, le président de la grande association des menuisiers, Applegarth, annonça que les huit cent mille membres des *Trade-Unions* étaient tous dévoués à l'Internationale. On affirmait qu'en 1870 deux cent trente sociétés ouvrières avec quatre-vingt-quinze mille membres, s'étaient affiliés. Mais ces adhésions toutes platoniques n'apportaient guère de ressources ni de puissance à l'association. Elle tenta de fonder directement des sections dans les villes manufacturières. Dans un congrès tenu à cet effet à Manchester au mois de juillet 1873, sous la présidence de Vickery, on adopta le drapeau rouge pour la fédération britannique. « Le drapeau rouge, disaient les considérans, est le symbole du sang versé par le peuple pour la liberté. Adopté par les socialistes de tous les pays, il représente l'unité et la fraternité des races humaines, tandis que les bannières nationales représentent l'hostilité et la guerre entre les différens états. » Jusqu'à présent, John Bull, *this sorry beast*, ne semble pas encore avoir compris la beauté de cette théorie des couleurs. Le drapeau rouge, quand il paraît dans les *meetings* ou dans les processions, est presque toujours porté par des étrangers. Après la scission de La Haye, Eccarius et Hales abandonnèrent Marx. Les plus enragés se firent bakounistes. La grande masse des ouvriers, bornant leurs vues au temps présent et à l'horizon de leur île, restèrent dans le mouvement local des *Trade-Unions*. Ce que l'Internationale leur a inculqué, c'est une sympathie pour les agitations révolutionnaires à l'étranger et l'idée de la propriété collective du sol pour l'intérieur. On prétend que maintenant ils deviennent plus socialistes et qu'ils s'élèvent « à la synthèse. » Mais il n'est pas facile de mesurer la réalité de cette évolution souterraine. L'annuaire du socialisme (*Jahrbuch der Sozialwissenschaft*) du docteur Ludwig Richter, passant en revue les progrès du socialisme dans tous les pays civilisés, ne mentionne pas l'Angleterre, parce qu'il n'a rien à en dire.

Quoique l'Internationale soit issue du socialisme allemand, puisque c'est Marx qui en a formulé les principes et créé l'organisation, son influence en Allemagne a été moindre encore qu'en Angle-

terre. En parlant ici même (1) de Lassalle et de Marx, nous avons esquissé le développement des idées socialistes en Allemagne ; nous n'avons donc pas à y revenir. Le mouvement était trop autonome et trop puissant pour obéir à l'action d'une association qui n'avait dans le pays ni son siège ni ses racines. Beaucoup de sociétés ouvrières envoyèrent à l'Internationale des vœux et même des adhésions, mais elles n'en reçurent ni doctrines ni mot d'ordre.

Pour l'Amérique il en est autrement. L'introduction et le progrès du socialisme militant y est dû en grande partie à l'Internationale. Depuis longtemps différents systèmes d'organisation sociale y avaient été essayés, les uns sortant des sectes protestantes, comme les mormons et les communistes d'Oneida, les autres des sectes françaises de 1848, comme les icariens de Cabet et les phalanstériens de Considérant. Mais ces tentatives de réforme visaient à donner l'exemple d'un ordre social plus équitable et non à organiser la lutte du travail contre le capital. Ce fut là ce que fit l'Internationale. Des *Trade-Unions* s'étaient établies dans les différents métiers. Au mois d'août 1866, soixante-six délégués des unions se réunirent en congrès à Baltimore (2). On résolut qu'il fallait affranchir les ouvriers de « l'esclavage du salaire. » Bientôt une fédération générale des sociétés ouvrières se constitua sous le nom de *National Labour-Union*. Elle entra en relations avec le conseil général de l'Internationale et envoya des délégués à ses congrès. Les émigrans allemands, imbus des idées de Lassalle et de Marx, les répandirent dans tous les états de l'Union. Un Baïlois fonda à San-Francisco, dès 1868, une section de l'Internationale qui y publia un journal, l'*Abendpost*. — D'autres Allemands créèrent des sections à Chicago dont l'organe fut : *Der deutsche Arbeiter*. La *National Labour Union*, qui comptait alors plus de huit cent mille membres, dans son cinquième congrès, tenu à Cincinnati, le 15 avril 1870, déclara adopter les principes de l'International. La fédération américaine des sections de l'Internationale se réunit aussi en congrès à Philadelphie du 11 au 12 avril 1874. Elle déclara se rallier aux résolutions de La Haye et proposa un congrès universel à réunir en 1875. Mais il n'eut pas lieu. Des grèves malheureuses, l'intensité de la crise industrielle et surtout les dissensions personnelles entre les meneurs amenèrent une décadence rapide. Le conseil général qui, d'après la décision du congrès de La Haye, avait fixé son siège à New-York, n'y exerça

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> septembre et du 15 novembre 1876.

(2) Pour l'histoire de l'Internationale le meilleur livre à consulter est sans contredit *Der Emancipations-Kampf des vierten Standes*, de Rodolph Meyer, socialiste conservateur et bismarkien. L'œuvre est mal proportionnée, mais elle contient une masse considérable de faits rassemblés avec une patience vraiment remarquable.

aucune influence et bientôt il cessa d'exister. Néanmoins les germes déposés par l'Internationale se développèrent rapidement. La lutte des travailleurs contre les capitalistes est organisée aujourd'hui partout. Les sociétés ouvrières se multiplient, et beaucoup d'entre elles fêtent l'anniversaire de la naissance de la commune le 18 mars. Les journaux industriels signalent constamment des grèves. On se rappellera celle des mécaniciens de chemins de fer, qui aboutit à des combats sanglants. Aux dernières élections en Californie, un grand nombre de socialistes ont été élus. La fameuse prédiction de Macaulay sur les barbares qui apparaîtraient un jour au sein des cités américaines ne paraît plus aussi étrange qu'il y a trente ans. Un livre curieux publié récemment par M. Henry George à San-Francisco, *Progress and poverty*, montre bien ce qui les fait naître.

Le seul préservatif efficace contre le socialisme révolutionnaire, c'est la diffusion de la propriété. En voici une preuve nouvelle. Dans les pays scandinaves, l'Internationale s'est répandue d'autant moins que le régime agraire était plus démocratique, c'est-à-dire pas du tout en Norvège, peu en Suède, davantage en Danemark. L'Internationale pénétra en Danemark au printemps de 1871, peu de temps après la chute de la commune. L'apôtre de l'association, Pio, était un militaire retiré du service. Il avait été placé comme précepteur par le chef de la mission catholique, Grüdner, chez une dame de la cour, la baronne Berling, dont la conversion au catholicisme avait fait rumeur dans un pays exclusivement protestant. Pio quitta cette maison et alla à Genève s'affilier à l'Internationale. Revenu à Copenhague, il y publia des brochures pour exposer son but, forma une section et édita un journal, le *Socialisten*, qui ne tarda pas à devenir quotidien. Il trouva un lieutenant dévoué dans Paul Geleff, qui écrivait dans le journal ultramontain *Heimdal*. Geleff parcourut les différentes villes, prêchant la bonne nouvelle. Il parvint à fonder des sections dans la plupart d'entre elles, à Aalborg, Randers, Aarhus, Skanderborg, Horsens, Odense et Naskov. Au commencement de 1872, ces sections compaient déjà huit mille membres, dont cinq mille dans la capitale. Beaucoup de femmes étaient entrées dans le mouvement. De nombreuses grèves eurent lieu à partir de cette époque. Pio et Geleff ayant convoqué un grand *meeting* en plein air sur le Nordenfeld, la police l'interdit. On en vint aux mains et le sang coula. Les meneurs furent arrêtés et condamnés à plusieurs années de prison. En même temps, un arrêté du ministre de la justice, visant l'article 87 de la constitution, interdit l'*Association internationale des travailleurs*, en Danemark. La mesure se trouva illusoire. Les socialistes se constituèrent sous le nom d'*Association démocratique des ouvriers* et trouvèrent dans l'ébéniste Pihl un chef actif et habile.



Des réunions nombreuses en plein air à la façon anglaise ont encore lieu de temps en temps. Le 5 juin 1874, plus de quinze mille ouvriers appartenant aux différentes sections de l'Internationale se rassemblèrent au Dürgarten, aux environs de Copenhague. Les bannières des métiers et vingt-deux drapeaux rouges flottaient au vent. Le suffrage universel existe en Danemark, mais il n'y a qu'une grande ville, la capitale, et les paysans, dont beaucoup sont propriétaires, forment à la chambre le parti démocratique. Ils réclament l'économie la plus stricte, la simplicité des mœurs, et s'élèvent contre les dépenses faites dans les villes. Ils constituent une barrière solide contre les innovations brusques et violentes. Le parti libéral a fait aussi des efforts pour obtenir de l'influence sur les ouvriers. MM. Rimestod et Sonne ont favorisé la création d'associations ouvrières dans le genre de celles fondées en Allemagne sous l'inspiration de Schulze-Delitsch et de Max Hirsch. Il en existe déjà plus de cent répandues dans tout le pays. Le parti socialiste a été très ébranlé par l'improbité de ses deux chefs Pio et Geleff, qui, sous prétexte de fonder une colonie d'expérimentation en Amérique, ont enlevé la caisse de l'association. Une femme-auteur, Jacqueline Lilyenkrantz, s'est mise à la tête du mouvement ouvrier, à qui elle consacre tout son temps et ses ressources. De divers côtés, les femmes commencent à prendre une part très active aux menées socialistes. La Russie a donné l'exemple.

En Suède, le terrain est encore moins favorable pour le développement du socialisme, car 85 pour 100 de la population habitent le campagne, et les familles des cultivateurs fabriquent encore eux-mêmes beaucoup des objets qu'ils consomment : ustensiles, outils, instrumens aratoires, toile, étoffes grossières. La grande industrie n'existe que dans quelques districts. Le pays est admirablement administré. Le bien-être est réel et général. L'instruction est répandue dans toutes les classes. La Suède et la Norvège m'ont paru les pays les plus heureux de l'Europe et les plus dignes de l'être. Sans doute les idées socialistes y ont pénétré comme partout, et il y éclate de temps en temps des grèves, notamment parmi les ouvriers des mines. Mais l'Internationale n'a pu y prendre de fortes racines. Un émule de Schulze-Delitsch, M. Axel Krook, a provoqué la création de sociétés coopératives de production et de consommation. En septembre 1873, un ouvrier sellier de Copenhague, Jansen, se rendit à Christiania pour y prêcher le socialisme. Personne ne voulut lui louer de local, pas même les aubergistes. Enfin aux environs, à Tyreholmen, il put annoncer un *meeting*. On y compta trente assistants. Un ouvrier norvégien, menuisier de son métier, Hagen, se joignit à lui pour répandre les idées socialistes, mais en s'appuyant sur le christianisme. Quelques étudiants les suivirent, et une société

fut fondée. Néanmoins ces efforts de propagande n'eurent aucun succès. Un journal socialiste allemand de Hambourg résumait ainsi, assez mélancoliquement, les résultats de cette campagne : « Il se montre de plus en plus que la Norvège est un champ très ingrat pour les tentatives d'amélioration du sort de l'humanité. »

L'exemple de la Suisse et de la Belgique prouve que rien n'est plus efficace que la liberté pour atténuer les dangers du socialisme. C'est dans ces deux pays que l'Internationale a tenu ses congrès. Rien n'y a entravé sa propagande. Elle y a joui de la liberté absolue de réunion, de la presse, de l'association et de la parole, et cependant l'ordre n'a jamais été sérieusement troublé. En France, le droit de réunion et d'association n'existait pas; l'Internationale a subi deux procès et a été définitivement interdite : on a abouti à la commune. En Italie, les poursuites, les procès, les condamnations, les mesures exceptionnelles n'ont pas manqué, et on a eu des troubles, des insurrections et d'effroyables attentats. En Espagne, compression plus rigoureuse encore : la plupart des grandes villes tombent aux mains des cantonalistes insurgés. En Allemagne, tentatives répétées de régicides; enfin en Russie, où toute liberté est supprimée, crimes inouïs et une situation pire qu'une révolution, car c'est la société elle-même qui est en état de siège. En tout pays, il existe deux partis, celui qui veut conserver ce qui est ou même retourner en arrière et celui qui vise à réformer et parfois, dans son impatience, à tout détruire. De même que le mouvement qui transporte notre globe est la résultante de la force centripète et de la force centrifuge, ainsi la société avance sous l'action combinée de l'esprit de conservation et de l'esprit de réforme. Tentez-vous de les comprimer, vous provoquez alternativement des révolutions et des réactions : donnez-leur un libre essor, et le progrès s'accomplira par une série de transactions et d'améliorations, comme en Angleterre, en Belgique et en Suisse.

La Suisse semblait un terrain admirablement préparé pour le socialisme. Dès 1843, Weitling y avait prêché le communisme. Les réfugiés des insurrections de 1848 y avaient fondé des associations, entre autres celle des « frères allemands » (*Deutsche Brüder*). Le *Grütliverein*, qui avait un journal, le *Grütliamer*, et des sections dans la plupart des cantons, était acquis aux idées démocrates socialistes. Les Russes Bakounine et Outine, les Italiens Rosetti et Ghalino, les agitateurs bannis de tous les pays arrivaient en Suisse, le seul asile qui leur restât sur le continent. L'apôtre de l'Internationale ici fut un ami de Marx, Joh. Phil. Becker. En 1864, il parvint à fonder la première section de l'association. Bientôt il s'en établit dans la plupart des villes et des centres industriels. Un moment on en compta trente-

deux, rien qu'à Genève. Becker publia aussi un journal qui exerça une grande influence, *der Vorbote*, et il y rattacha un comité central dont l'action ne se borna pas à la Suisse. Elle s'exerça par des correspondances et des émissaires en Autriche, en Italie et en Espagne.

Dans les cantons de langue française, les sections se groupèrent sous la désignation de *Fédération de la Suisse romande*. Mais bientôt la lutte entre Marx et Bakounine y trouva de l'écho. Les sections du Jura se prononcèrent pour Bakounine, et la majorité de celles de Genève contre lui. Ainsi deux fédérations se constituèrent. Les sociétés ouvrières de la Suisse allemande se réunirent en congrès général à Olten en 1873 et à Winterthur en 1874. Le programme adopté fut très modéré. Il n'y est pas question de collectivisme, mais de la réglementation du travail dans les manufactures et des moyens de culture intellectuelle et technique. L'organe de ce groupe très nombreux fut le *Tagwacht*. Le journal *Felleisen* représentait une nuance plus radicale. Ces deux feuilles eurent très peu d'abonnés. Les socialistes du Jura, dirigés par James Guillaume, ont adopté les idées extrêmes du bakounisme. C'est dans ce centre que se publiait *l'Avant-garde*, où un réfugié, Brousse, fit paraître à propos du régicide un article qui l'a fait condamner à Genève. Pour ce groupe, détruire et tuer semble le seul moyen d'améliorer les choses humaines. Voici à ce sujet un passage curieux que je note dans le numéro du *Bulletin de la fédération jurassienne* du 4 mars 1876. Un groupe de réfugiés français résidant à New-York et se disant révolutionnaires autochtones demandaient, dans un manifeste, qu'à l'avenir on tuât sans pitié tous les réactionnaires. Le *Bulletin* répond que la haine est mauvaise conseillère, et que les réactionnaires se compteraient par millions, attendu que ce seraient non-seulement les magistrats, les prêtres, les fonctionnaires et les propriétaires, mais même la grande masse du peuple, qui ne comprendrait rien au collectivisme humanitaire. Au suffrage universel, dit le *Bulletin*, nous n'aurions guère qu'un demi-million de voix : il faudrait donc égorger tous les autres, ce qui serait impossible. L'essentiel est de se débarrasser des chefs : quelques milliers de têtes suffiraient.

Ces violences n'inquiètent guère en Suisse. On laisse dire et faire. A chaque instant, on voit naître et périr de nouveaux journaux et de nouvelles sociétés socialistes. Le plus clair de leurs forces est employé à s'entre-détruire. L'ordre social ne paraît nullement en danger. Il est vrai qu'il repose ici sur des bases très larges et très démocratiques. La Suisse a non seulement le suffrage universel, mais le gouvernement direct par l'assemblée populaire (*Landsgemeinde*), comme dans les cantons primitifs, ou par le *refe-*



*rendum*, c'est-à-dire par le plébiscite, comme dans les autres cantons. La révision de la constitution fédérale de 1874 a été votée par 334,000 oui, contre 195,000 non. Sur 580,000 électeurs, 535,000, soit 90 pour 100, ont pris part au scrutin. La propriété collective de la commune se trouve aussi réalisée dans l'antique institution des *Allmends*. Point d'armée permanente, presque pas d'impôts, très peu de police, la commune autonome, le canton formé de la fédération des communes et la nation de la fédération des cantons. Que peut exiger de plus « l'anarchisme ? » Il est vrai que ce n'est pas encore « l'amorphisme » de Bakounine.

L'Internationale prit pied en Belgique dès 1865. Mais ce n'est qu'en décembre 1866 que se constitua la première section, et ce fut à Liège. Nous voyons dans le rapport du délégué de Paeppe, au congrès de Lausanne, qu'une section très active s'était fondée à Bruxelles et qu'elle se rattachait les sociétés ouvrières de Gand et d'Anvers. Au congrès de Bruxelles de 1868, le délégué Frère annonça que plusieurs sections très nombreuses s'étaient formées dans le bassin houiller de Charleroy et qu'à Verviers « les francs ouvriers » avaient adhéré et même créé un journal, *le Mirabeau*, qui, chose rare, a vécu jusqu'à ce jour. A Bruges, se forma une section avec un journal, *le Vooruit*, et bientôt, à Anvers, parut le *Waker*, qui exerça une grande influence sur les ouvriers des villes flamandes. En décembre, toutes les sections se fédérèrent. Un conseil général de seize membres fut choisi et un journal créé, *l'Internationale*. Les sections se groupèrent par bassins. Elles devaient toutes envoyer des délégués au congrès général annuel. C'était à peu près la reproduction de l'association-mère. Les grèves et les conflits qui en résultèrent aux environs de Charleroy et à Seraing apportèrent à l'Internationale une grande notoriété. Cependant les meneurs n'étaient pas disposés à encourager les grèves, par crainte d'y échouer. Ainsi, au second congrès national d'Anvers (du 1<sup>er</sup> au 15 août 1873), il fut résolu que les fédérations devaient tout préparer pour la grève universelle, mais qu'il fallait complètement s'abstenir aux grèves partielles, sauf « en cas de légitime défense. »

A l'époque de sa plus grande diffusion en Belgique, l'Internationale a compté huit fédérations : celles de Bruxelles, de Gand, d'Anvers, de Liège, de la Vesdre, du Borinage, du Centre et de Charleroy. Quant au nombre des adhérents, on l'a porté de cent mille à deux cent mille. Mais comme la qualité de membre s'acquiert par une adhésion tout platonique, une statistique exacte est impossible. Cependant l'organisation a été ici plus complète que partout ailleurs. Après la scission de La Haye, les internationalistes belges se prononcèrent contre l'exclusion de Bakounine, sans cependant

adhérer à ses doctrines. Depuis que l'association universelle a cessé de fonctionner, le parti socialiste belge a tâché de se reconstituer sur une base nationale. Deux tendances existent : les uns veulent, comme les socialistes allemands, s'emparer du pouvoir par l'élection et ils réclament le suffrage universel, de commun accord avec les radicaux de la bourgeoisie ; les autres, représentés par le journal *le Mirabeau*, prétendent, comme les nihilistes, qu'il faut d'abord tout détruire. « Quiconque, disent-ils, n'a pas porté les haillons de la misère ne peut vouloir la vraie révolution. L'ouvrier seul la fera. On emploie contre lui toutes les armes ; soit : œil pour œil, dent pour dent. Mettons en œuvre le feu, le fer, le poison et le pétrole. Faisons table rase. Abattons cette société pourrie dont notre misère et notre ignorance sont la base. Vainqueurs, nous élèverons une société nouvelle fondée sur le travail et la justice. »

Les poursuites contre ces appels à la force n'ayant abouti qu'à leur donner un retentissement qu'elles n'avaient pas, on y a renoncé. Dans ces dernières années le socialisme ne semble pas avoir gagné de terrain. Cependant la Belgique présente des conditions exceptionnellement favorables à son développement. Le nombre des ouvriers est très considérable, et la population étant la plus dense de l'Europe, le salaire est moins élevé que dans les autres pays occidentaux.

L'Internationale pénétra en Hollande seulement vers 1869. Une section se constitua à Amsterdam, avec un journal *de Standdaart des Volks*. Elle ne tarda pas à rayonner et à en fonder d'autres dans les principales villes, à Arnhem, à Utrecht, à Harlem, à Leeuwarden et à Rotterdam. Puis des émissaires visitèrent les petites villes et y réunirent des adhésions individuelles. Deux nouveaux journaux parurent : le *Werkman* et le *Volksblad*. On établit une association générale destinée à grouper toutes les sociétés ouvrières du pays *Het Nederlandsch Werklieden-Verbond*. Mais l'esprit local et individualiste, très prononcé en Hollande, fit naître de nombreuses résistances. Après le premier moment d'expansion et d'enthousiasme, l'Internationale, même avant de disparaître, perdit une partie de ses conquêtes. Toutefois, le mouvement socialiste est encore représenté par quelques groupes et par les journaux *Oost en West* et *Recht voor allen*. Ici aussi la liberté absolue a prévenu toute explosion.

### III.

Le socialisme s'était infiltré d'Allemagne en Autriche dès 1866. L'Internationale s'y greffa vers 1868, principalement par l'apostolat

de Bernhardt Becker. Elle provoqua à différentes reprises des meetings auxquels assistaient des milliers d'ouvriers pour réclamer le suffrage universel. Son organe était l'*Arbeiter-Blatt*. En janvier 1861, le nombre des adhérens était au moins de vingt mille, dont dix mille pour Vienne seulement. En février de cette même année, la grande association des ouvriers tchèques adhéra et étendit ses ramifications à Prague. Le 30 mai, les socialistes convoquèrent un grand rassemblement auquel prirent part plus de trente mille personnes. Le 13 décembre, jour de l'ouverture du parlement, plus de cent mille ouvriers se groupèrent devant le palais où il était réuni, et onze délégués furent admis à présenter une pétition au président du conseil, le comte Taaffe. On prit peur. Des poursuites furent ordonnées et quelques condamnations prononcées. La police ne laissa plus de trêve aux journaux et aux associations socialistes. Les deux feuilles principales, *Gleichheit* et *Volkswille*, fréquemment saisies et suspendues, durent cesser de paraître. En Hongrie, où la liberté est plus grande, un comité de propagande se constitua et un journal, l'*Allgemeine Arbeiter Zeitung*, fut publié en allemand et en magyar. En juin 1871, une grande démonstration eut lieu en l'honneur de la commune. Les ouvriers, suspendant le travail, formèrent de longues colonnes qui parcoururent les rues de Pesth, en portant des crêpes et des drapeaux noirs. Il s'ensuivit un procès de haute trahison. Le principal meneur, Sigmund Polliker, fut condamné à six mois de prison. Néanmoins la propagande socialiste pénétra dans toutes les villes de l'empire. Chose rare, elle parut même un moment envahir les campagnes; des sociétés socialistes de paysans se formèrent dans les villages de la Carinthie sous le nom de *Freie Bauernvereine*. Elles eurent un organe, *der Bauernwille*, rédigé par le fils d'un cultivateur, Karl Achar. Mais les animosités et les accusations réciproques des deux principaux chefs du socialisme, Oberwinder et Scheu, arrêterent ses progrès. Les idées répandues par l'Internationale comptent encore un nombre considérable de partisans parmi les ouvriers des diverses provinces de l'Autriche-Hongrie, seulement dans ces derniers temps leur attitude est devenue moins révolutionnaire. L'agitation des nationalités, toujours si ardente, vient faire diversion.

Ce que l'on appelle le mouvement ouvrier est très actif en Italie. Quand je visitai ce pays, l'an dernier, je trouvai dans les villes un grand nombre de sociétés ouvrières: banques populaires sous la direction du Schulze-Delitsch italien, l'éminent député Luzzatti, sociétés de secours mutuels souvent sous le patronage de quelque grand nom, comme Pepoli à Bologne et Teano à Rome, sociétés coopératives, sociétés d'études sociales, associations de métier et *Trade-*



*Unions*, sans compter les cercles républicains, les sociétés secrètes et les fameux *circoli Barsanti* (1), qui ont déjà fait tomber un ministère. Chose exceptionnelle en Europe, sauf peut-être en Espagne, le socialisme envahit les campagnes. Les paysans sont réduits à une extrême misère par la rente et par l'impôt également excessifs. Le salaire est complètement insuffisant. Les ouvriers agricoles vivent accumulés dans les bourgades et ne trouvent qu'un emploi intermittent. Il se forme ainsi un prolétariat rural plus misérable que celui de l'industrie. Exclu de la propriété par les *latifundia*, il devient l'ennemi d'un ordre social qui l'écrase. Ailleurs, en France notamment, « les ruraux » dans les comices, dans les assemblées et dans l'armée sont les soutiens dévoués du régime actuel. Mais le danger deviendrait sérieux le jour où les idées de bouleversement seraient portées dans les régimens par les fils des campagnards.

Deux procès récents nous montrent bien les deux aspects du socialisme en Italie : le socialisme rural produit par la misère et le socialisme cosmopolite du nihilisme. Voici le premier fait. Au commencement d'avril 1877 une trentaine de personnes venues, on ne sait d'où, se réunissaient tous les soirs dans une maison d'un village du Bénévent, San-Lupo, qu'ils avaient louée. La nuit du 6 avril, les carabiniers qui surveillaient la maison reçoivent des coups de fusil et deux d'entre eux tombent gravement blessés. Après cet exploit, la bande se dirige vers le village voisin de Letino. Un drapeau rouge et noir la précède. Elle occupe le bâtiment municipal. Les conseillers demandent décharge. Elle leur est donnée en ces termes : « Nous, soussignés, déclarons avoir occupé le municipe de Letino, à main armée, au nom de la révolution sociale. » Suivent les signatures. On apporte sur la place publique, au pied de la croix qui s'y élève, les registres du cadastre et de l'état civil et on y met le feu. Les paysans accourent en foule. L'un des insurgés fait un grand discours. Il explique que le mouvement est général et que le peuple est affranchi. Le roi est déchu et la république sociale proclamée. On applaudit. Les femmes demandent qu'on procède immédiatement au partage des terres. « Vous avez des armes, leur répondent les chefs, vous êtes libres. Faites donc le partage entre vous. » Le curé Fortini, qui est en même temps conseiller muni-

(1) Il y a six ans, une émeute eut lieu dans une caserne de Pavie, et le sergent Barsanti, considéré comme le meneur de l'affaire, fut fusillé. On prétendit qu'il n'y était pour rien, attendu qu'il était absent de la caserne, et pour le réhabiliter, des révolutionnaires créèrent des associations portant son nom : *Circoli Barsanti*. Leur but était d'y attirer les soldats et les sous-officiers afin de les enrôler dans leur parti.

Le principal, monte sur le piédestal de la croix et dit que ces hommes, qui sont venus pour établir l'égalité sont les vrais apôtres du Seigneur, et qu'ainsi le veut l'Évangile. Il se fait le guide de la bande et la conduit au village peu éloigné de Gallo en criant : « Vive la révolution sociale ! »

Le curé de Gallo, Tamburini, vient les recevoir et les présente à ses ouailles : « Ne craignez rien, dit-il, ce sont de braves gens, on change le gouvernement et on brûle les registres » (*Buona gente; non temete. Cambiamento di governo et incendio di carte.*) La foule paraît ravie. On lui distribue les fusils de la garde nationale. Les registres apportés sur la place publique font une grande flambée. Dans le moulin, on détruit le compteur de l'impôt si détesté de la nature. L'enthousiasme est au comble. Le vicaire embrasse le chef qui porte la ceinture rouge. Les femmes pleurent de joie. Plus d'impôt, plus de fermage; tous égaux; émancipation générale. Mais on apprend bientôt que les troupes approchent. La bande se retire dans la grande forêt du Matesa. Malheureusement les éléments sont moins cléments que les paysans. La neige couvre tout. Le froid devient intense. Les libérateurs meurent de faim. Ils sont pris, et, en mois d'août 1878, ils paraissent devant les assises à Capoue. Les chefs étaient le comte G\*\*\*, d'Imola, C\*\*\*, docteur en droit, et P\*\*\*, un chimiste. Les deux curés figurent parmi les trente-sept accusés.

Le dénouement de l'aventure n'est pas moins extraordinaire que les incidents. Les avocats plaident qu'il s'agit d'un délit politique, lequel est couvert par l'amnistie qu'a accordée le roi Humbert en montant au trône. Le jury acquitte. Cependant un des carabinieri est mort et un autre définitivement estropié. Ne dirait-on pas un chapitre de roman? Toutefois il donne à réfléchir. Il prouve combien l'idée d'une révolution sociale, même quand elle se présente sous une forme presque barlesque, est facilement accueillie par les populations et par le clergé des campagnes. A chaque instant il y a au nord comme au midi de petites insurrections agraires où le sang coule. Récentement celle de Galatabiano, en Sicile, menait de s'étendre. Comme le dit le marquis Pepoli en parlant des troubles de Budrio et de Molinella, ce sont les estomacs creux qui s'insurgent. Le capitaine des carabinieri qui a réprimé ces désordres répond au préfet : *E questione di fame.* « C'est une question de faim. » Il n'est pas rare de voir les autorités municipales les favoriser. Un fait caractéristique noté entre beaucoup d'autres. A San Giovanni-Rotondo, dans la Pouille, le maire donne des conférences socialistes, et la municipalité les fait imprimer et répandre à ses frais. A San-Nicandri et à Lesina, les maires poussent les paysans à se

partager les terres. Quand la propriété est le privilège de quelques-uns, la spoliation devient le vœu du plus grand nombre.

Voici maintenant le socialisme cosmopolite et nihiliste. Récemment se jugeait à Florence un procès contre une association d'internationalistes. Les accusés, au nombre de quinze, étaient presque tous des ouvriers très intelligents. Ils avaient été embrigadés par deux dames, dont l'une est Russe, M<sup>me</sup> Koulischof, et l'autre Italienne, M<sup>me</sup> Pezzi. M<sup>me</sup> Koulischof est très instruite. Elle parle plusieurs langues et s'occupe de sciences. Elle suivait les cours de l'université de Pise. A la cour d'assises elle fait des mots. Quand on distribue l'acte d'accusation : « C'est juste, dit-elle, il faut faire circuler le libretto avant la représentation. » Elle expose hardiment ses théories communistes en toute matière. M<sup>me</sup> Pezzi est à la tête de la section florentine des dames internationalistes. Le principal accusé, Natta, est un mécanicien très capable. Il développe le programme du parti socialiste auquel il appartient. Il veut l'anarchie, le collectivisme, la destruction de la famille juridique et l'abolition de toutes les religions officielles. On reconnaît aussitôt les doctrines de Bakounine. — Partout en Italie on m'a affirmé que le socialisme s'emparait des ouvriers et de la jeunesse. A Naples, les étudiants me disaient : « Les avancés ne sont plus guère républicains. A quoi bon renverser un roi plus dévoué à son pays que le meilleur président ? Mais beaucoup d'entre nous sont socialistes. » A Bologne, le préfet, le marquis Gravina, me disait : « Je ne pense pas qu'il y ait plus de cinq cents ouvriers affiliés à l'Internationale, mais presque tous en ont adopté les idées. Dans les sociétés ouvrières que je visite, on me répète sans cesse : « Ceux qui ne font rien vivent dans l'opulence ; nous travaillons et nous sommes dans l'indigence. Cela ne peut pas durer. »

Les premières sociétés ouvrières ont été fondées en Italie sous l'inspiration de Mazzini. Elles datent de 1848. En 1863, on en comptait 453 avec 111,608 membres, et en 1875 plus de 1,000 avec environ 200,000 affiliés. Un grand nombre d'entre elles, — plus de 300, — se sont fédérées pour constituer « l'union fraternelle des sociétés ouvrières, » *Società operaie italiane affratellate*. Elles ont un comité directeur siégeant à Rome. Elles y tiennent presque chaque année un congrès. Mazzini, après sa sortie de l'Internationale, lui était devenu de plus en plus hostile à mesure qu'elle subissait davantage l'influence de Bakounine. Il lui reprochait premièrement de nier la notion de Dieu, la seule base du droit au nom de laquelle les travailleurs puissent réclamer justice ; secondement, de supprimer la patrie, la forme essentielle de la fraternité humaine, et enfin, troisièmement, d'abolir la propriété, le



seul motif qui porte les hommes à produire ce qui dépasse les besoins immédiats, et par conséquent le seul agent du progrès économique. Il ne repoussait pas les réformes sociales. Il cherchait, disait-il, un système qui assurerait l'union du capital et du travail et qui transformerait la propriété sans l'abolir ; mais il avait horreur du communisme. Il condamna avec indignation la commune de Paris, comme en 1848 il avait maudit les journées de juin. Les « anarchistes » le lui reprochèrent durement, et Bakounine se chargea de l'exécuter dans sa brochure intitulée : *la Théologie politique de Mazzini et l'Internationale* (1871, sans nom d'imprimeur ni de ville). Mazzini n'était pas économiste. Il attendait le salut des influences moralisatrices des institutions républicaines. Ses disciples ont hérité de sa haine contre l'Internationale. L'un des chefs les plus en vue du parti républicain, Alberto Mario, ne manque pas une occasion d'attaquer avec la plus grande violence les internationalistes, qu'il appelle des incendiaires et des assassins. Récemment, le cercle républicain d'Ossimo se défendait d'être socialiste : il se disait mazzinien. Le journal socialiste de Milan, *la Plebe*, conclut : *E poi dite che i mazziniani non son diventati colini.* « Après cela, qu'on dise encore que les mazziniens ne sont pas des réactionnaires. » Garibaldi tenait moins à la république, mais inclinait plus vers le socialisme, sans se rattacher à aucun système particulier. Il regretta la chute de la commune. Dans une lettre publiée par la *Gazzetina rosa* en 1873, il dit : « La défaite de la commune de Paris est un malheur pour l'humanité, car elle nous laisse le fardeau d'une armée permanente, dont se servira chaque parti qui voudra dominer... Je le dis avec orgueil : je suis internationaliste, et s'il se constituait une association de démons pour combattre les prêtres et le despotisme, je m'enrôlerais dans ses rangs. » Après la mort de Mazzini, mazziniens et garibaldiens s'unirent pour fonder une vaste association qui devait réunir tous les démocrates de la péninsule. Ils prirent le nom de *I franchi cafoni*. Leur journal était le *Spartacus*. Ce grand projet ne put se réaliser et les *cafoni* dérivèrent presque tous vers le socialisme.

C'est Bakounine qui a apporté l'Internationale en Italie. En 1865, il y constitua un groupe de socialistes très actifs, qui publièrent le journal *Libertà e Giustizia*. Ils créèrent la section napolitaine de l'Internationale, la première en Italie. En 1867, des sections s'établirent à Gènes et à Milan. Les « fils du travail, » de Catane, s'affilièrent en 1868. En 1869, une section centrale fut fondée à Naples ; elle adressa un appel aux autres sections pour constituer une fédération nationale ; mais la police entama des poursuites. En 1870 et 1871, de nombreuses sections s'établirent dans les Roma-

gnes et se fédérèrent sous le nom de *Fascio operaio*. Le 12 mars 1872, elles tinrent un congrès à Bologne, où treize villes furent représentées. Le 6 août, les délégués du *Fascio operaio* se réunirent de nouveau à Rimini pour déclarer « à la face des travailleurs du monde entier » que la fédération italienne rompait avec le conseil général de l'Internationale. Les socialistes italiens se séparaient définitivement de Marx et se prononçaient pour Bakounine, qui avait été en effet leur messie. Depuis que l'Internationale a cessé d'exister, on a continué à donner ce nom aux associations socialistes, et du reste elles s'appellent elles-mêmes *Sections de la fédération italienne de l'association internationale des travailleurs*. Leur nombre n'a cessé de croître en Italie. On peut affirmer qu'il en existe dans presque toutes les villes. Dans ces derniers temps, pour échapper aux rigueurs de la police, elles prennent le nom de « Cercle pour les études sociales. » Elles publient de temps en temps des manifestes et se réunissent parfois en congrès régionaux. Elles font une propagande active. Quoique le statut italien n'ait pas proclamé la liberté d'association en même temps que les autres libertés nécessaires, l'exercice de ce droit est entré dans les mœurs et il est reconnu en pratique comme garanti par la constitution. Pour atteindre les associations dites internationales, la jurisprudence a dû les considérer comme des associations de malfaiteurs préparant des crimes de droit commun, l'assassinat et le vol (1). C'est à ce titre qu'on les dissout et qu'on fait le procès à leurs membres. En 1874, on procéda à l'arrestation de toutes les commissions provinciales, à la dissolution forcée de toutes les sections et au séquestre des registres et des papiers. Mais souvent le jury acquitte. Ces poursuites ne servent qu'à les transformer en sociétés secrètes, ce qui augmente beaucoup leur prestige, leur influence et leur popularité, car elles répondent bien mieux ainsi

(1) Le 14 août 1873, un arrêté ministériel déclarait dissoute la section de Naples « considérant que la société internationale des travailleurs, par ses principes et par ses actes, constitue une attaque permanente contre les lois et les institutions fondamentales de la nation et est un péril pour l'ordre public, que le gouvernement doit maintenir. » La jurisprudence des cours suprêmes a admis cette interprétation des lois existantes. Récemment encore la cour de cassation de Florence, par un arrêt en date du 5 février 1879, décidait que : « A tout individu appartenant à une association internationaliste on peut infliger l'admonition, attendu que ces associations peuvent être considérées comme composées de malfaiteurs, et leurs membres sont par conséquent soupçonnés de préparer des attentats à la vie et à la propriété des personnes. » Pour l'histoire de l'Internationale en Italie, outre le livre déjà cité de Rudolph Meyer, on peut consulter Eugenio Forni, *L'Internazionale è lo Stato*; Tullio Martello, *Storia dell'Internazionale*, et *Jahrbuch der Sozialwissenschaft*, von Dr Ludwig Richter, 1879.

aux habitudes de conspiration invétérées dans le pays. Dans une lettre écrite de Locarno, le 5 avril 1872, à Francesco Mora à Madrid, Bakouine décrivait ainsi le mouvement socialiste en Italie : « Vous savez sans doute qu'en Italie, dans ces derniers temps, l'Internationale et notre chère *Alliance* ont pris un grand développement. Jusqu'à présent, ce qui avait manqué, ce n'étaient pas les instincts, mais l'organisation et l'idée. L'une et l'autre se constituent, de sorte que l'Italie, après l'Espagne, est peut-être actuellement le pays le plus révolutionnaire. Il y a en Italie ce qui manque ailleurs : une jeunesse ardente, énergique, sans carrière, sans issue, et qui, malgré son origine bourgeoise, n'est pas moralement et intellectuellement épuisée comme dans les autres pays. Aujourd'hui elle se jette à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire avec tout notre programme, le programme de l'*Alliance*. Mazzini, notre « génial » et puissant antagoniste, est mort. Le parti mazzinien est complètement désorganisé, et Garibaldi se laisse de plus en plus entraîner par cette jeunesse qui porte son nom, mais qui va et court infiniment plus loin que lui. »

Comme le dit Bakouine, en Italie les éléments révolutionnaires existent, mais ce qui y rend une révolution presque impossible, c'est qu'il manque une capitale révolutionnaire. Les Américains bien avisés placent le chef-lieu de leurs états dans de petites villes. Les républicains français, plus imprévoyants, ont ramené les chambres à Paris, faute énorme. La malaria, qui rend Rome inhabitable une partie de l'année, la préservera longtemps encore du péril de devenir le siège d'une nouvelle commune.

Les journaux socialistes ont pullulé en Italie grâce à la liberté illimitée de la presse. Mais ils ont eu la vie courte faute d'abonnés : ils meurent après avoir dévoré le petit fonds qu'un groupe enthousiaste avait constitué. La *Plebe* de Milan fait exception : elle existe depuis quinze ans. Un jeune et savant professeur de l'Université de Parme, M. Cusumano, a fait la liste des journaux « rouges » qui ont paru et disparu. Le total dépasse quatre-vingts. Il s'en trouve qui ont des noms bien caractéristiques : ainsi *il Communardo*, de Gênes; *Salana*, *l'Ateo* et *il Ladro* « le Voleur », de Livourne; *la Canaglia*, de Pavie; *il Lucifero*, d'Ancône; *Spartaco* et *la Campana*, de Naples; *l'Eguaglianza* et *la Giustizia*, de Girgenti; *il Petrolio*, de Ferrare; *il Povero*, de Palerme; *l'Anticristo*, de Milan; *il Proletario*, de Turin. J'emprunte à M. Rudolf Meyer quelques extraits de journaux qui montrent les tendances du socialisme extrême. D'abord, guerre à toute idée religieuse : « Dieu, dit le *Proletario*, est le plus grand ennemi du peuple; car il a maudit le travail. » « Plus de foi ni d'obéissance au surnaturel, dit l'*Al-*



*manaco repubblicano*, c'est à cette condition seulement que la démocratie matérialiste pourra construire une société nouvelle. » Plus de patrie, plus de nation : rien que la commune et l'humanité. « La patrie, dit *la Campana*, est une idée abstraite et creuse au nom de laquelle les rois poussent les peuples à s'entr'égorger... La patrie est « un fait physiologique » qui est représenté par la maison que tu habites, par la commune où tu travailles. Au-delà il ne faut voir que le cercle où règnent les mêmes principes et où s'étend la solidarité des mêmes besoins. » Parlant de l'idée cosmopolite, *la Plebe* s'indigne du mouvement de *l'Italia irredenta* : « Quoi ! dit-elle, vous voulez faire la guerre à l'Autriche pour lui enlever une partie du Tyrol et Trieste, mais contemplez donc nos *terre redente*, notre territoire affranchi : on y meurt de la pellagre et de faim. » — Plus de gouvernement, plus d'autorité ; l'anarchie, tel est le but final. « L'ère nouvelle, dit *la Campana*, consacrera la libre expansion de toutes les aspirations humaines. Toute autorité humaine ou céleste doit disparaître, depuis Dieu jusqu'au dernier agent de police. »

Voici maintenant quelques extraits de manifestes socialistes. Dans celui des internationalistes de la Pouille (août 1878) nous lisons : « Le but à atteindre est d'assurer aux hommes la félicité la plus complète possible par le plein développement de toutes leurs facultés. La femme doit être la compagne de l'homme, non une esclave ou un instrument de plaisir. L'amour doit être libre et soustrait aux codes et aux rituels. Chacun doit recevoir une instruction intégrale, afin de pouvoir choisir la fonction à laquelle il est propre. La libre fédération des individus, des groupes, des associations et des communes forme la confédération du genre humain. La révolution n'est pas une conspiration qui aspire à changer en un jour la face de la société. C'est une lutte permanente, matérielle, morale et intellectuelle contre l'organisation actuelle pour y substituer l'association libre. » — Le 6 mai 1877, les dames internationalistes des sections féminines de la Romagne et de Naples adressent un manifeste à toutes les ouvrières de la Péninsule : « Notre salaire, disent-elles, étant insuffisant, nous dépendons des hommes pour vivre. L'émancipation de la femme est au fond l'émancipation de l'ouvrier. L'une et l'autre sont les victimes du capital. La société actuelle nous dit : « Vends-toi ou meurs de faim. » La société de l'avenir nous dira : « Vis, travaille, aime. » — Le cercle des études sociales de Rome publie son programme (juillet 1878) ; ses principes sont : « 1° abolition de tout privilège ; 2° le travail productif, unique source légitime de la richesse ; 3° les instrumens de travail propriété des travailleurs ; 4° émancipation et « réintégration de l'homme individuel et collectif. » — En juin 1878, la fédération internationaliste de Rimini lance

un manifeste où il est dit : « Plus de propriété privilégiée, mais collectivisme, c'est-à-dire possession en commun de la terre et de tous les instrumens de travail. Plus de maîtres, plus d'usuriers, plus de voleurs; travail, pain, richesse, instruction, justice, liberté pour tous. La terre à qui la cultive, la machine à qui l'emploie, la maison à qui l'habite. » Mélange inconscient de communisme et d'individualisme. — Le programme du cercle socialiste de Plaisance (avril 1878) porte : « La terre et tous les instrumens de travail doivent devenir la propriété collective de la société tout entière afin d'être utilisés par les associations agricoles et industrielles : où commence la science cesse la foi. Chacun a droit au nécessaire. Nul n'a droit au superflu. Pas de droit sans devoir, pas de devoir sans droit. » — Dans un manifeste des internationalistes de Montenero, Antignani, Ardenza et San-Jacopo, la théorie de l'anarchisme est nettement formulée : « L'état est la négation de la liberté; car n'importe qui commande, tous servent. L'autorité ne crée rien et corrompt tout. Tout état même démocratique est un instrument de despotisme. Le meilleur gouvernement est celui qui parvient à se rendre inutile. Changer de régime politique est inutile. Un homme a une épine dans le pied : il croit se soulager en changeant de bottes; mais il souffre tout autant. C'est l'épine qu'il faut ôter. L'homme libre dans la commune libre; et dans l'humanité, rien que des communes fédérées, voilà l'avenir. » Ces extraits suffisent pour montrer que le programme du socialisme militant en Italie n'est autre que celui de Bakounine et du nihilisme. Il en est de même en Espagne.

## IV.

L'histoire de l'Internationale en Espagne est aussi tragique qu'instructive. Quoiqu'il y ait dans ce pays peu d'ouvriers engagés dans la grande industrie, l'association y a fait des conquêtes rapides. Un moment, à la suite d'insurrections victorieuses, elle a eu en ses mains plusieurs grandes villes, mais bientôt elle a succombé, dans le désordre et dans l'anarchie qu'elle avait créés. Jusque vers 1867, le mouvement ouvrier dirigé par le journal *l'Obrero* n'avait rien de révolutionnaire; on fondait des sociétés de secours mutuels, d'épargne et de production. Après le renversement du trône d'Isabelle, l'Internationale envoya en Espagne des délégués qui y furent bien accueillis. Le 21 octobre 1868, le conseil général adressa un manifeste aux ouvriers espagnols pour les pousser à réclamer des réformes sociales. « Sans l'égalité économique, y était-il dit, la liberté politique qu'on vous offre est un leurre. La république même, sans le renversement des institutions civiles actuelles, ne

vous servirait à rien. Ce qu'il faut poursuivre, c'est la révolution sociale. » Au premier congrès de l'Internationale, à Bruxelles, paraît un délégué espagnol, Sarro Magallan, de Barcelone. Le 2 mars 1867, dans cette grande ville industrielle, la première section est fondée et un journal est publié, *la Federacion*. Bientôt une section centrale est créée à Madrid. Les principaux meneurs sont Morago et Francesco Mora. Ils rédigent aussi un journal, *la Solidaridad*. La police commence les poursuites. Néanmoins le nombre des sections augmente rapidement; à la fin de 1869, on en comptait 195 avec plus de 20,000 membres (1). Chose curieuse, il s'était établi une section très active, à Palma, dans l'île de Majorque, qui avait aussi son organe, *la Justicia social*. Les ouvriers agricoles prenaient part au mouvement et se groupaient, surtout en Andalousie, où les *latifundia* excluent les cultivateurs de la possession du sol et les réduisent à un salaire insuffisant. En février 1873, le ministre Sagasta, effrayé des progrès si rapides de l'association, envoie une circulaire aux gouverneurs de province afin de l'extirper à tout prix et il s'adresse même aux gouvernements étrangers pour organiser une croisade européenne. Les chefs de l'Internationale sont obligés de chercher un refuge en Portugal. En même temps la division se met dans le parti socialiste. Les adhérents de l'*Alliance* de Bakounine veulent arriver à la direction du mouvement. Ils créent un journal à Madrid, *el Condado*, dont le programme se résumait en ces trois mots : athéisme, anarchie, collectivisme.

Après la scission de La Haye entre Marx et Bakounine, la grande majorité des internationalistes espagnols se déclarèrent pour ce dernier. Un congrès régional fut convoqué à Cordoue en décembre 1872 et il en sortit une fédération indépendante. Celle-ci lança un manifeste adressé aux frères du monde entier, dont on invoquait le secours. Elle se terminait ainsi : « Vive la liquidation sociale ! vive l'Internationale ! Salut et solidarité, anarchie et collectivisme. » Les partisans de Marx, Lafargue, son gendre, et Farga fondèrent à Madrid la « nouvelle fédération madrilène, » à laquelle ils essayèrent de rallier leurs troupes ébranlées par les anathèmes et les accusations que se lançaient les deux partis aux prises. Seulement les marxistes voulaient rester sur le terrain économique, tandis que les bakounistes s'alliaient aux radicaux bourgeois pour renverser le

(1) Visitant l'Espagne en 1869, j'assistai à plusieurs séances de ces clubs socialistes. Elles avaient lieu ordinairement dans des églises enlevées au culte. Du haut de la chaire, les orateurs attaquaient tout ce qui y avait été exalté, Dieu, la religion, les prêtres, les riches. Les discours étaient chauffés à blanc, mais les assistans très calmes. Beaucoup de femmes étaient assises à terre, travaillant, nourrissant leurs nouveau-nés et écoutant avec attention, comme au sermon. C'était bien l'image de 93.



nouveau roi Amédée et pour établir la république. Lors de l'insurrection réprimée de décembre 1872 à Madrid, *l'Emancipacion* des marxistes la jugea ainsi : « Nous connaissons assez le personnel du parti républicain pour dire que ce mouvement n'est qu'une de ces tentatives révolutionnaires par lesquelles les élémens déclassés de la bourgeoisie cherchent à faire leurs affaires, et qui coûtent tant de sang aux ouvriers, sans qu'ils puissent en tirer aucun profit. Nous ne pouvons que répéter à nos amis : L'émancipation des ouvriers ne peut s'accomplir que par les ouvriers. Toute révolution conduite par des bourgeois ne peut être utile qu'à la bourgeoisie. » Ces paroles ne furent pas écoutées. Après l'abdication du roi Amédée qui eut lieu le 10 février 1873, le parti anarchiste entraîna les travailleurs à s'allier aux radicaux pour préparer une nouvelle révolution.

Le rapport du délégué espagnol, Garcia Vinas, au congrès de Genève de septembre 1873, nous fait connaître la force de l'Internationale à ce moment. Elle comptait 270 fédérations régionales comprenant 537 sections de métier et 447 sections d'ouvriers divers : total 674, avec environ 300,000 affiliés. — Les journaux étaient : *la Solidaridad* et *la Federacion* de Barcelone; *el Orden* de Cordoue; *el Obrero* de Grenade; *la Internacional* de Malaga; *el Condemado*, *los Decamisados* et *el Petroleo* de Madrid; et *la Revista social* de Gracia. — Tous défendaient le programme de Bakounine, l'anarchie ou le communalisme, c'est-à-dire l'indépendance absolue de chaque commune. Les attaques contre la religion étaient d'une violence inouïe (1). La plupart parlaient de renouveler les flambées de Paris, comme on le voit dans la conclusion d'un article emprunté au *Petroleo* : « Et si la force nous fait défaut pour atteindre notre but, qui est de nous asseoir, à notre tour, au banquet de la vie, alors viendra le vengeur que craignent les privilégiés, le pétrole, non pour accomplir seulement l'œuvre de la destruction, mais pour exécuter un acte de sainte et souveraine justice. Le nivellement, au besoin par la hache et le feu, voilà ce qu'exige la dignité si longtemps foulée aux pieds du prolétaire. »

En Andalousie, dans l'Estramadure et dans la province de Ba-

(1) Voici un extrait du journal *los Decamisados* : « Délivrons-nous enfin de ce fantôme appelé Di-u, bon pour effrayer des petits enfans. Les religions ne sont que des industries destinées à engraisser, aux dépens du peuple, ces saltimbanques de prêtres, comme les appelle Dupuis. Voilà notre programme. Toutefois avant de le mettre à exécution, il faudra une bonne saignée, courte mais abondante. Il faut couper les rameaux pourris de l'arbre social afin qu'il se développe. Tremblez, bourgeois engraisés de nos sueurs. Faites place aux « sans-chemises, » aux *decamisados*. Votre tyrannie va finir. Notre bannière noire est déployée et marchera à la victoire. »

dajoz, les paysans opéraient le partage des terres. Les insurrections cantonalistes commencèrent. Ce fut une contrefaçon de la commune de Paris. Dès le 13 février 1873, à Barcelone, trente mille ouvriers se rassemblent, proclament la république fédérale et fixent d'autorité la durée du travail et le taux des salaires. Le 8 mars, soulèvement à Malaga : la garnison se laisse désarmer ; le feu est mis aux casernes. Cependant les républicains de la veille gouvernaient la république espagnole. Castelar, Suner, Pi y Margall et Salmeron sont au pouvoir, mais ils sont dénoncés comme des traîtres. Le 7 juillet, grève générale dans la ville industrielle d'Alcoy. On en vient aux mains. L'alcade et quelques gendarmes se défendent pendant deux jours dans les bâtimens de la municipalité. Les insurgés prennent comme otages des prêtres et des fabricans. L'alcade et les gendarmes, faits prisonniers, sont égorgés par la foule, et six bâtimens sont livrés aux flammes.

Le 12 juillet, éclate la grande insurrection de Carthagène. Les matelots et les soldats de marine fraternisent avec les socialistes. Les vaisseaux cuirassés tombent entre leurs mains. Le général Contreras se met à leur tête et bombarde la ville d'Almeria. Il se serait probablement emparé des autres ports de mer sans l'intervention des flottes étrangères. Le 20 juillet les cantonalistes, avec qui la gendarmerie et les troupes ont fraternisé, sont maîtres de la province de Castellon. Un comité de salut public règne à Séville. La durée de la journée de travail est limitée à huit heures. Les relations entre maîtres et ouvriers doivent se régler en vertu de « la liberté absolue. » Pour préparer la « liquidation sociale » tous les loyers sont réduits de moitié, les biens des églises sont confisqués, toutes les pensions supprimées. Les fabriques et les ateliers fermés, ainsi que les terres non exploitées, sont attribués à ceux qui peuvent les faire valoir. A Grenade, les cantonalistes décident qu'on vendra les églises, qu'on fondra les cloches pour en faire du billon et qu'un impôt écrasant sera levé sur les riches. A Carmona, bataille dans les rues qui dure tout un jour. Cadix, Murcie, San-Fernando, Valence, Salamanque adhèrent aussi au mouvement cantonaliste. Il semble sur le point de triompher partout. Mais ces révolutionnaires qui proclamaient l'anarchie devaient tomber par elle. Au milieu de la désorganisation générale les ordres des chefs n'étaient pas obéis. Ils n'avaient aucune force réelle. Il suffit au général Pavia de rassembler quelques troupes fidèles et de les mener à l'attaque, du dehors, pour soumettre en très peu de temps toutes les villes insurgées. A Séville, les anarchistes se défendirent avec une grande ténacité, et pour imiter en tout leurs frères de Paris, « ils flambèrent, » au moyen du pétrole, les bâtimens qu'ils devraient abandonner. Pour reprendre



Carthagène, place très forte, dont l'arsenal de marine fournissait des moyens de défense formidables, il fallut un siège en règle qui dura jusqu'en janvier 1874. Le dernier épisode du drame, pendant ce même mois, fut un sanglant combat dans les rues de Barcelone, où les cantonalistes combattirent avec l'énergie du désespoir.

Le mouvement finit comme d'ordinaire par un 18 brumaire. Vainqueur des cantonalistes, le général Pavia s'était entendu avec le général Serrano. Il fait passer à Salmeron, président des cortès, un billet le priant de dissoudre l'assemblée. Les députés nomment Castelar dictateur au milieu de transports d'enthousiasme indescriptibles. Ils jurent de mourir sur leurs bancs. Une compagnie de fusiliers entre dans la salle; des coups de fusil partent; la confusion est au comble. Une demi-heure après, tout est terminé: Serrano est dictateur, et bientôt le roi Alphonse remonte sur le trône de ses pères. Cet épisode est instructif. Il montre une fois de plus comment l'anarchie conduit à un coup d'état.

L'Internationale pénétra en Portugal vers 1872, et depuis lors elle y a compté un assez grand nombre de sections et différents organes, entre autres le *Jornal do trabalho*, la *Tribuna* et o *Rebate* à Lisbonne, le *Clamor do povo* et o *Protesto* à Porto. Chaque année, les socialistes portugais se réunissent en congrès. Leur programme est un « anarchisme » modéré, sans menaces d'expropriation, de massacres et de pétrole. Différentes causes expliquent cette attitude moins agressive. Le Portugais est moins violent que l'Espagnol, la situation économique du pays est meilleure et enfin la liberté étant très grande a prévenu l'explosion des fureurs populaires ailleurs exaspérées par la compression.

Il résulte de cette esquisse rapide de l'histoire de l'Internationale que le socialisme, fût-il victorieux en un jour de surprise, ne peut tirer parti de son triomphe momentané. Une révolution politique est devenue facile; une évolution sociale est inévitable; mais une révolution sociale est impossible, parce qu'on ne change pas en un jour et par la force la constitution économique des sociétés. Toutefois, il est certain que beaucoup de gouvernements font précisément ce qu'il faut pour provoquer de redoutables bouleversements. En effet, d'une part les armemens sans cesse accrus et les impôts de plus en plus accablans ruinent les populations et les réduisent au désespoir. D'autre part, on comprime sans merci toute manifestation de leurs souffrances et de leurs vœux de réforme.

Le socialisme, on l'a vu, existe maintenant partout, mais tandis que, dans les pays libres, comme en Angleterre, en Suisse ou en Belgique, il organise des congrès et des banquets où il discourt,



chante, boit et fume, dans les états où on le persécute à outrance, il a recours au poignard, à l'incendie, au poison et à la dynamite. Le gouvernement qui refuse la liberté a contre lui tous ceux qui la réclament, depuis les meilleurs citoyens jusqu'aux pires scélérats. Qu'il l'accorde, et il n'a plus pour ennemis que ceux qui méritent les galères, c'est-à-dire heureusement encore le très petit nombre. Voici comme preuve à l'appui un extrait d'une brochure écrite par un communal qui sur ce point voit juste (1). « Notre but, dit-il, étant la destruction de l'état, nous ne devons pas désirer la république, qui donnerait à l'état cette base solide qu'elle a en Suisse et aux États-Unis. La forme de gouvernement la plus avantageuse pour nous est celle que nous pourrions le plus facilement détruire, c'est-à-dire la restauration de la légitimité... Nous soutenons, appuyé sur les résultats de la science sociologique, que l'état républicain conservateur qui va s'établir en France sur les ruines du radicalisme, étant le dernier progrès de l'état, consacre, au grand détriment du prolétariat européen, l'alliance indissoluble de tous les éléments de la bourgeoisie. Au contraire, le retour à un régime d'un autre âge perpétuerait les divisions de la bourgeoisie et les luttes intestines, rouvrant ainsi à notre profit l'ère des révolutions. » Rien n'est plus vrai. Le socialisme isolé n'est pas à craindre, mais supposez une révolution politique ou de grands revers dans une guerre extérieure, et les anarchistes seront de nouveau prêts à profiter de la défaillance du pouvoir. Les souverains veulent-ils désarmer le socialisme? ils n'y parviendront ni par des lois d'exception, comme en Allemagne, ni par des casemates et la Sibérie, comme en Russie. Mais qu'ils mettent un terme à ce détestable antagonisme d'état contre état, qui est le fléau de notre temps; qu'ils réduisent les armées, qu'ils diminuent les impôts et qu'alors ils donnent sans crainte toute liberté aux peuples plus heureux. L'utopie ne disparaîtra pas, car elle est plus ancienne que Platon, et la société continuera à se transformer comme elle le fait depuis les temps préhistoriques, mais l'utopie ne sera plus le rêve de la destruction universelle, et les transformations pourront être pacifiques.

ÉMILE DE LAVELEYE.

(1) *L'État à Versailles et dans l'association des travailleurs*, par Brousse; Londres, 1873, sans nom d'éditeur. — Brousse est l'auteur de l'article de *l'Avant-garde* sur le régicide, condamné à Genève en 1878.